

brables points de vue analytiques sur le terrorisme en mettant en lumière la trajectoire idéologique et politique de l'acteur vers la lutte armée et finalement la transformation de celle-ci en mercenariat international. — *Janine Kriber*

Janine Kriber est chargée de cours au département de science politique, à l'Université Laval.

Les défis de Gorbatchev

Lilly Marcou

*Éditions Plon, Paris, 1988.
273 pages, 24 \$.*

Lilly Marcou fait preuve d'optimisme quant aux chances de Mikhaïl Gorbatchev de réussir sa *perestroïka* en politique extérieure. *Les défis de Gorbatchev* est écrit par une femme qui n'est pas reconnue pour ses jugements biaisés et péremptaires et qui, de surcroît, est issue du monde universitaire et est considérée comme une éminente spécialiste du mouvement communiste européen.

La section qui traite des conflits au sein du mouvement communiste ouest-européen constitue la meilleure partie du bouquin. L'étude des rapports entre le Kremlin, les Juifs soviétiques et Israël est remarquable. Je n'en dirais pas autant de sujets tels les relations entre Moscou et Pékin ou l'Afrique. Il faut aussi regretter que fort peu d'attention soit consacrée à l'Europe de l'Est. Voilà pourtant une région stratégique pour la diplomatie soviétique, riche en changements profonds et fort susceptible d'augmenter la bonne réputation de l'URSS en Occident. Dans le passé, les réformateurs ont vu leurs projets achopper en Europe de l'Est. Rappelons les événements de Budapest en 1956 qui ont été provoqués en bonne partie par la déstalinisation opérée au XX^e Congrès du Parti communiste soviétique tenu plus tôt la même année.

La politique extérieure est aussi une affaire de gros sous, surtout maintenant que Gorbatchev veut tout rentabiliser. L'attitude du secrétaire général a beaucoup à voir avec les difficultés que son pays éprouve avec le commerce extérieur. Ce défi, peut-être le plus important que le leader soviétique doit affronter, n'est pourtant pas étudié dans l'ouvrage. La réalité internationale ne sert guère les intérêts de l'URSS : la chute des prix pétroliers, l'incapacité d'exporter des produits

manufacturiers et l'importation de denrées alimentaires à une large échelle. Le but de la politique étrangère est d'avant tout de changer cette situation : cesser d'importer du blé et vendre des produits finis.

Lilly Marcou ne se trompe pas quand elle affirme que Gorbatchev est là pour durer et qu'il ne subira pas le sort de Nikita Khrouchtchev. Gorbatchev est arrivé au pouvoir alors qu'il se produisait un changement de dirigeants en URSS, la génération stalinienne laissant sa place. C'est là sa force.

L'Union soviétique a maintenant à sa direction un leader d'une qualité exceptionnelle et dont le libéralisme surpasse celui de tous ses prédécesseurs, y compris Lénine. Selon l'auteur, Gorbatchev veut un virage qualitatif en politique extérieure comme en politique intérieure et non un réaligement tactique. Certains estiment que la nouvelle flexibilité soviétique en politique étrangère est dictée par les revers subis par ce pays ces dernières années. Ce serait un retrait justifié par les circonstances et, bien entendu, temporaire. Lilly Marcou rejette cette explication.

L'URSS s'est engagée sur la voie de la retraite et des concessions. Elle a été soutenue jusqu'à maintenant par l'ouverture des États-Unis qui a aussi intérêt à mettre fin à certains conflits régionaux et à la course aux armements. Le redéploiement de la diplomatie soviétique prend de cours beaucoup de soviétologues, en particulier en France, où de grands noms ont nié que le régime soviétique puisse être réformable et qui lui ont prêté les pires intentions dans l'arène internationale. Hélène Carrère d'Encausse et Cornélius Castoriadis, pour ne nommer que ceux-là, se sont distingués. Le livre de Lilly Marcou, malgré toutes ses insuffisances, a le grand mérite de sortir la soviétologie française de la stagnation. — *Luc Duhamel*

Luc Duhamel est professeur de science politique à l'Université de Montréal.

Pour une nouvelle entente cordiale

Sous la direction de Yves Boyer, Pierre Lellouche et John Roper

*Éditions Masson, Paris, 1988.
220 pages, 45,50 \$.*

La coopération militaire entre la France et la Grande-Bretagne n'a jamais été chose facile tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des struc-

tures de l'OTAN. Pourtant, depuis plusieurs années, elle chemine lentement, comme l'a montré le sommet franco-britannique du 27 février dernier, où, malgré un différend sur la modernisation des missiles *Lance* en Allemagne de l'Ouest, les deux États ont profité de l'occasion pour relancer les négociations sur le développement d'un nouveau type d'arme nucléaire tactique et sur la coordination éventuelle de leur flotte sous-marine stratégique. On est encore loin de l'axe Londres-Washington mais les nécessités économiques et les impératifs géopolitiques rendent la collaboration incontournable.

Pour expliquer cette nouvelle donnée de la politique internationale, quinze diplomates, militaires, chercheurs et journalistes français et du *Royal Institute of International Affairs*, ont produit le présent ouvrage sur la coopération franco-britannique en matière de sécurité. Ils abordent toutes les facettes des relations militaires, telles que l'échange d'informations sur les politiques de défense, la coopération en matière de recherche militaire et de développement conjoint, les achats d'armes et les problèmes liés à la sécurité en Europe et dans le tiers-monde.

S'il est possible à ces deux puissances moyennes de trouver un terrain d'entente sur certains aspects de la sécurité internationale, deux problèmes fondamentaux empêchent l'harmonisation complète de leurs relations : la politique en matière d'armes nucléaires et la coopération industrielle.

John Roper et Yves Boyer soulignent les différences entre les doctrines nucléaires des deux pays. Paris tient fermement à son autonomie décisionnelle alors que Londres accepte un certain partage de souveraineté au sein de l'OTAN, mais surtout dans sa relation privilégiée avec Washington. Le rapprochement entre ces deux pôles semble impossible mais, soulignent les auteurs, devant les offres soviétiques de désarmement et un certain désengagement américain «la Grande-Bretagne et la France doivent maintenant accélérer leur coopération, d'abord pour renforcer leur sécurité, mais aussi pour contribuer à l'avenir de la sécurité de l'Europe dans son ensemble».

Sur le plan industriel, Farouk Hussain écrit que la coopération est indispensable à cause du coût astronomique des programmes militaires. Toutefois, il admet que les deux pays «ont des capacités industrielles trop semblables en matière de défense pour que la coopération puisse prendre la forme qu'imposerait le sens commun». La seule solution demeure dans «la volonté politique de transformer la nature et la structure de l'infrastructure industrielle européenne». Une tâche qui est, pour l'instant, hors de portée. — *Jocelyn Coulon*

PARUS RÉCEMMENT

La France face aux nouveaux enjeux stratégiques

Charles-Philippe David

*Méridien, Montréal, 1988.
168 pages, 24,95 \$*

M. David fait un tour d'horizon des questions fondamentales relevant de la politique de défense française : la modernisation de la force de dissuasion, les défenses antimissiles, les nouveaux projets technologiques, l'espace, la position de la France vis-à-vis le démantèlement des euromissiles, le couple franco-allemand et la sécurité européenne.

Les choix géopolitiques du Canada : l'enjeu de la neutralité

Claude Bergeron, Charles-Philippe David, Michel Fortmann, William George

*Méridien, Montréal, 1988.
280 pages, 24,95 \$*

Ce livre est un compte rendu de la conférence sur «le Canada et la neutralité militaire», qui s'est tenue en avril 1987 au Collège militaire royal de Saint-Jean. Il permet de débattre l'enjeu de la neutralité par rapport à d'autres choix politiques, comme le maintien du statu quo ou encore une politique de défense plus indépendante.

(Ouvrages publiés avec l'aide financière de l'ICPSI). □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.